

Project Veritas : des scientifiques de Pfizer piégés en caméra cachée sur la vaccination ?



[Source : RT en français]

Trois hommes interrogés à leur insu par le média conservateur Project Veritas, présentés comme des scientifiques travaillant pour l'entreprise pharmaceutique américaine Pfizer, se sont exprimés sans filtre sur la vaccination contre le Covid-19.

Le média conservateur américain Project Veritas – connu pour diffuser des enregistrements en caméras cachées – a mis en ligne le 5 octobre une vidéo d'une dizaine de minutes dans laquelle apparaissent à tour de rôle des protagonistes présentés comme des scientifiques du laboratoire Pfizer, filmés à leur insu lors de conversations informelles sur la vaccination contre le Covid-19. A l'heure où nous écrivons ces lignes, la vidéo en question a déjà cumulé plusieurs millions de vues, toutes plateformes confondues.

Les différents profils qui apparaissent à l'écran émettent en premier lieu de sérieuses réserves concernant la pertinence de la stratégie vaccinale en vigueur aux Etats-Unis. «Il s'agit juste de rendre la vie impossible à tous les non-vaccinés», jusqu'à les faire céder, «Si vous empêchez les non-vaccinés de faire quoi que ce soit, en permettant aux vaccinés de faire ce qu'ils veulent, les gens finissent par se dire : « Putain, laissez-moi juste me faire vacciner »», résume par exemple l'un des protagonistes.

«Tout se résume au profit», dénonce un protagoniste

Ils pointent en outre une recherche excessive de profit dans le secteur pharmaceutique qui, selon certains interlocuteurs de Project Veritas, aurait joué un rôle significatif pour écarter des traitements contre le coronavirus. «Vous avez des entreprises qui ont reçu énormément d'argent pour produire des vaccins et [les traitements par anticorps monoclonaux] sont mis de côté juste pour l'argent, c'est dégoûtant», déplore ainsi un des hommes interrogés à son insu, faisant ici référence à des anticorps fabriqués spécifiquement pour traiter une maladie, dont l'arrivée en France avait d'ailleurs été annoncée par le gouvernement en février 2021.

«J'ai vraiment l'impression de travailler pour une entreprise diabolique, tout se résume au profit alors que mon rôle est d'aider les gens, pas de

faire des millions de dollars, ça pose un dilemme d'ordre moral [...]. En ce moment, notre entreprise est dirigée par l'argent du Covid», surenchérit le même personnage à d'autres moments de la vidéo.

Vous ne parlez pas de choses qui pourraient vous causer du tort à vous, ou à Big pharma

Enfin, les interlocuteurs de Project Veritas décrivent le climat de censure auquel ils seraient confrontés, évoquant notamment une surveillance accrue sur leur lieu de travail. «On nous répète que « le vaccin est plus sûr que le Covid ». Genre, franchement, on a du faire tellement de séminaires là-dessus, tu n'as pas idée. Genre, on doit s'asseoir pendant des heures et des heures en mode « Vous ne pouvez pas parler de cela... ce n'est pas public »», affirme l'un d'entre eux. «Il y a des yeux et des oreilles partout [...] à Pfizer, dans les locaux. Donc vous ne parlez pas de choses qui pourraient vous causer du tort à vous, ou à Big pharma», abonde encore en ce sens un autre.

Project Veritas, qui n'a pas précisé comment avait été obtenus ces propos ni dans quel contexte, a fait le choix de révéler l'identité de ses interlocuteurs, tous présentés comme scientifiques travaillant pour le laboratoire américain : Chris Croce, Rahul Khandke ou encore Nicholas Karl. Pour ce dernier, le média américain a d'ailleurs publié une autre vidéo dans laquelle le protagoniste semble réaliser qu'il a été filmé sans le savoir.

Nicholas Karl aurait depuis supprimé son compte sur LinkedIn selon Eric Spracklen de Project Veritas.

Fondée par James O'Keefe, cette organisation militante conservatrice publie régulièrement du contenu multimédia obtenu dans le cadre de caméras cachées ou encore d'enregistrements téléphoniques, parfois sujets à controverse.

De l'autre côté de l'Atlantique, l'Agence européenne des médicaments (EMA) vient de donner, le 4 octobre, son accord pour envisager l'administration d'une troisième dose du vaccin Pfizer-BioNtech pour les plus de 18 ans, «au moins six mois après la deuxième dose». Selon elle, ce rappel renforce la protection face au Covid-19.